



ACTUALITÉS EN BREF DU LUNDI

- L'ONU s'alarme de l'impact des combats sur les civils dans l'est de la RDC
- Gaza : exigeant la fin des violences entre Israël et le Hamas, l'ONU déplore le nombre croissant de victimes civiles
- Yémen : Ban apporte son soutien aux progrès réalisés pour la transition démocratique, qu'il veut « irréversible »
- Le Secrétaire général plaide pour une approche multidimensionnelle du phénomène de la piraterie
- Sierra Leone : Ban salue la forte participation aux élections, qui se sont déroulées dans le calme
- Le jazzman panaméen Danilo Pérez nommé Artiste de l'UNESCO pour la paix
- Journée mondiale des toilettes : une experte de l'ONU rappelle à redoubler d'efforts pour garantir l'accès universel à l'assainissement

L'ONU s'alarme de l'impact des combats sur les civils dans l'est de la RDC



Dans le camp de personnes déplacées de Kanyaruchinya, à Goma, des femmes portent de larges sacs de riz distribués par l'UNICEF. Photo: ONU/Sylvain Liechi

19 novembre - Après le Conseil de sécurité samedi, le Secrétaire général de l'ONU a fermement condamné dimanche la reprise des hostilités par le M23 dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), appelant ce groupe rebelle armé « à cesser immédiatement ses attaques et sa progression militaire vers la ville de Goma », chef-lieu de la province du Nord-Kivu, alors que la situation humanitaire ne cesse d'empirer.

« Le Secrétaire général appelle tous les États concernés à exercer leur influence sur le M23 pour obtenir un arrêt immédiat des attaques », indique la déclaration communiquée par le porte-parole de Ban Ki-moon.

Formé en mars dernier par d'anciens soldats des forces régulières congolaises qui se sont mutinés, le Mouvement du 23 mars (M23) est actuellement dirigé par le colonel Solutani Makenga. Il s'était dans un premier temps regroupé autour de Bosco Ntaganda, un général sous le coup d'un mandat d'arrêt international émis par la Cour pénale internationale (CPI), qui l'accuse de crimes de guerre commis en 2002-2003.

Dans la nuit de vendredi à samedi, les renégats du M23 ont lancé une série d'attaques à l'arme lourde contre les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans les localités de Kibumba et Mboga et les collines de Ruhondo. Ils sont désormais aux portes de Goma, en dépit des efforts déployés par la Mission de stabilisation des Nations Unies en RDC (MONUSCO) pour les contenir. À la mi-journée, les combats se poursuivaient près de l'aéroport.

Rappelant l'engagement personnel de M. Ban à soutenir les efforts en vue de résoudre la crise, le porte-parole souligne que sa priorité est au renforcement du dialogue entre les parties prenantes. À cette fin, le Secrétaire général s'est entretenu samedi avec le Président du Rwanda, Paul Kagamé, et le Ministre congolais des affaires étrangères, Raymond Tshibanda, avec lesquels il a discuté des moyens de trouver une solution durable à la crise actuelle.

La MONUSCO maintiendra quant à elle sa présence à Goma et poursuivra ses efforts en utilisant au maximum ses capacités en matière de protection des civils. « Aucune action visant à saper ou à cibler la MONUSCO ne saurait être tolérée », précise la déclaration.

« Profondément préoccupé par les répercussions humanitaires dévastatrices des combats, qui ont conduit au déplacement



d'au moins 60.000 personnes, dont beaucoup sont en train de fuir en direction de Goma, le Secrétaire général condamne vigoureusement les violations graves, par le M23, du droit international humanitaire et des droits de l'homme, et exhorte toutes les parties à permettre un accès humanitaire sûr et sans entraves aux personnes qui ont besoin d'une assistance. »

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) affirme en effet que cette nouvelle escalade pèse lourdement sur une situation humanitaire déjà extrêmement préoccupante dans les Kivus. Plus de 2,4 millions de personnes sont aujourd'hui déplacées dans l'est de la RDC, soit 651.000 personnes de plus qu'avant le début des exactions du M23. L'insécurité alimentaire y menace près de 4,5 millions de personnes, dont un million d'enfants âgés de moins de cinq ans, et pas moins de 27.000 cas de choléra ont été signalés jusqu'à présent cette année.

Dans ce contexte, les agences humanitaires ont identifié à Goma nouveaux trois sites pour accueillir la moitié des 60.000 personnes déplacées de plus par la recrudescence des combats entre les FARDC et le M23. Les priorités sont à la protection des civils, à l'accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène, ainsi qu'aux soins de santé et l'aide alimentaire. Si la communauté humanitaire est actuellement en mesure de répondre aux besoins, elle pourrait toutefois être rapidement dépassée si la situation venait à se détériorer davantage à Goma et aux alentours.

Mais l'impact du conflit s'étend bien au-delà. En effet, d'autres groupes armés ont tiré parti du vide sécuritaire laissé, dans d'autres secteurs du Nord-Kivu et du Sud Kivu, par le redéploiement des forces armées congolaises contre le M23 pour y perpétrer des violences à l'encontre des civils et exacerber les tensions interethniques, déjà alimentées par le M23. C'est notamment le cas dans les territoires Masisi et Walikale, où des déplacements de population ont été récemment signalés.

L'accès humanitaire est donc devenu désormais une préoccupation majeure dans toutes les zones de conflit. La réinstallation, pour raisons sécuritaires, des personnels des ONG présents à Pinga, en territoire Walikale, ainsi qu'à Kiwanja, en territoire Rutshuru, au Nord-Kivu, y signifient la fin des opérations humanitaires, alors que des milliers de personnes y dépendent d'une assistance humanitaire indispensable.

Gaza : exigeant la fin des violences entre Israël et le Hamas, l'ONU déplore le nombre croissant de victimes civiles



Une ambulance transporte des Palestiniens blessés de l'hôpital de Shifa, à Gaza, en direction de l'Égypte où ils recevront des soins d'urgence. Photo: IRIN/Ahmed Dalloul

19 novembre - Alors qu'il se trouvait ce weekend à l'hôpital de Shifa, à Gaza, le Directeur des opérations sur place de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA), Robert Turner, a rappelé lundi que les premières victimes des hostilités à Gaza entre Israël et le Hamas étaient les personnes les plus vulnérables, à savoir les enfants, les femmes, les personnes âgées et les malades.

Dimanche fut la journée la plus meurtrière depuis le début de la recrudescence des violences entre Tsahal et les militants du Hamas. Selon l'UNRWA, dix membres d'une même famille, dont la plupart étaient des enfants et des femmes, ont été tués.

« Ils n'étaient pas les premiers enfants à mourir et, à moins de contraindre les parties prenantes à cesser les hostilités, ne seront pas les derniers », a prévenu M. Turner dans un communiqué de presse.

Le Secrétaire général s'est déclaré hier « profondément attristé par les informations faisant état de la mort de plus de dix personnes, dont des femmes et des enfants, membres de la famille Dalu, ainsi que d'autres civils palestiniens, suite à la violence qui se poursuit dans la bande de Gaza ».

« Je suis également alarmé par les tirs incessants de roquettes contre des villes israéliennes, lesquels ont provoqué la mort de plusieurs civils israéliens », a-t-il ajouté. Selon les médias, trois victimes sont à déplorer côté israélien, dans la localité de Kiryat Malachi, située dans le sud du pays. Le nombre de tués parmi les Gazaouis s'élèverait à plus de 90.

Hier, Ban Ki-moon a annoncé son intention de se rendre prochainement dans la région afin d'apporter un soutien personnel aux efforts de médiation.

« Il faut que cette violence prenne fin. J'appelle instamment les parties à coopérer avec l'Égypte dans les efforts qu'elle mène

afin de parvenir à un cessez-le-feu immédiat. Toute nouvelle escalade va inéluctablement exacerber les souffrances des populations civiles et doit être évitée », a-t-il ajouté.

Dans un entretien accordé lundi à la Radio des Nations Unies, le Commissaire général de l'UNRWA, Filippo Grandi, confirme une augmentation du nombre de victimes civiles à Gaza.

« Il y a eu des bombardements terribles hier et aujourd'hui, provoquant la panique et avec des répercussions psychologiques très graves, notamment sur les enfants », a-t-il relevé.

L'UNRWA reste déterminée à poursuivre son travail et à fournir des services vitaux aux réfugiés de Palestine à Gaza, la grande majorité des dispensaires de l'agence onusienne demeurant ouvertes malgré les combats. Cependant, la pénurie de médicaments et de fournitures médicales pourrait rapidement poser problème.

Lorsque la situation le permet, la distribution de vivres se poursuit. Pour la seule journée de dimanche, le personnel de l'UNRWA a prêté assistance à plus de 12.000 personnes dans la bande de Gaza. L'Office a aussi poursuivi ses efforts pour atténuer les risques de santé publique en organisant la collecte des ordures dans huit camps de réfugiés, a expliqué M. Turner.

Avec la fermeture des 245 écoles de l'UNRWA, la nouvelle initiative d'enseignement UNRWA TV a pris le relais et diffuse 12 heures par jour, permettant aux 225.000 enfants scolarisés dans les établissements de l'agence de poursuivre leur éducation même s'ils sont incapables de sortir de chez eux, a expliqué le Directeur des opérations. UNRWA TV diffuse des cours d'arabe, d'anglais et de mathématiques.

Yémen : Ban apporte son soutien aux progrès réalisés pour la transition démocratique, qu'il veut « irréversible »



19 novembre - Le Secrétaire général Ban Ki-moon a exhorté lundi le Yémen à consolider les progrès réalisés en un an depuis la signature de l'accord historique de transition, qui a permis de mettre fin aux violences et de lancer le processus de transition démocratique.

« Votre pays [...] se trouvait au bord de la guerre civile il y a tout juste un an. Mais vous l'avez évité grâce au courage politique et à la détermination qui ont permis à la sagesse et à la prévoyance de l'emporter », s'est félicité M. Ban lors d'une conférence de presse donnée à Sanaa, au Yémen, où il est actuellement en déplacement.

« Ce processus doit devenir irréversible. Il n'y a pas de retour en arrière possible », a-t-il dit.

Le Secrétaire général s'est rendu au Yémen pour célébrer le premier anniversaire de l'accord de paix et de transition, qui avait été conclu à Riyad, en Arabie saoudite, en novembre 2011, et pour apporter son soutien personnel au processus de transition yéménite.

« L'ONU est ici pour marquer les progrès réalisés et réaffirmer notre engagement auprès du peuple et du gouvernement yéménites en faveur d'un avenir meilleur et plus prospère et d'une démocratie participative », a affirmé M. Ban.

Un élément important de la transition au Yémen a été le « dialogue national » inclusif programmé pour l'an prochain et qui devrait aboutir à un processus constitutionnel d'ici la fin de 2013, suivi d'élections législatives en février 2014.

Le Secrétaire général a souligné l'importance du dialogue national et rappelé l'importance de sa nature inclusive, en particulier vis-à-vis des femmes et des jeunes. Il a rappelé que si le calme est revenu dans la plupart des régions du Yémen, il reste d'importants défis à surmonter.

« C'est un moment historique pour le pays, mais il est encore trop tôt pour célébrer la victoire. Il reste un long chemin à parcourir. Je sais qu'il y a et qu'il y aura de nombreux obstacles et défis à surmonter », a prévenu M. Ban.

Lors de son déplacement, M. Ban a rencontré le Président du Yémen, Abdarabuh Mansour Hadi, qui est à la tête de son pays depuis les élections de février cette année. Il s'est également entretenu avec le Premier ministre, Mohamed Salim Basindwah, ainsi qu'avec plusieurs membres de son gouvernement et des représentants de la société civile.

Plus tard dans la journée de lundi, le Secrétaire général s'est envolé pour l'Égypte où il a rencontré le Ministre des affaires étrangères pour une discussion sur la situation à Gaza et au sud d'Israël et sur les efforts égyptiens d'une trêve entre les parties prenantes.

Mardi, M. Ban aura pour interlocuteurs le Président égyptien, Mohamed Morsi, le Premier ministre, Hesham Kandil, et le Secrétaire général de la Ligue des États arabes, Nabil El-Araby.

Le Secrétaire général plaide pour une approche multidimensionnelle du phénomène de la piraterie



Un membre de l'équipage s'apprête à monter à bord d'un cargo restitué après son détournement par des pirates le 24 juillet 2011 au Bénin. Photo: IRIN/Daniel Hayduk

19 novembre - Le Secrétaire général de l'ONU a affirmé lundi qu'en dépit d'une baisse significative du nombre des actes de piraterie, notamment aux larges des côtes somaliennes, la tendance pourrait facilement s'inverser si les causes profondes de ce phénomène – instabilité, non-droit et manque de gouvernance –, n'étaient pas éliminées. Et pour cela, une approche multidimensionnelle est indispensable, a-t-il plaidé.

Ces propos ont été tenus au nom de Ban Ki-moon par le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson, lors d'un débat du Conseil de sécurité qui a réuni près d'une cinquantaine d'orateurs.

M. Eliasson a invité les États Membres et les organisations internationales et régionales à définir une réponse commune dans le cadre de la lutte contre la piraterie. Elle pourrait suivre les lignes de force suivantes, selon le Secrétaire général : l'amélioration de la coordination et de l'échange d'informations entre les pays et les institutions concernées ; la poursuite en justice des suspects arrêtés en mer dans le cadre d'une procédure régulière conforme au droit international ; et l'établissement d'un cadre juridique s'appliquant à l'emploi de personnels de sécurité privée à bord des navires.

Dans le rapport dont le Conseil était saisi aujourd'hui, M. Ban préconise aussi des actions au niveau national, comme par celle qui verrait le nouveau gouvernement somalien « mettre au point, en étroite collaboration avec les administrations régionales et les États voisins, une stratégie nationale globale de lutte contre la piraterie ».

Une zone économique exclusive devrait être également proclamée au large des côtes somaliennes, a-t-il avancé, avant de plaider pour le renforcement de la capacité des États dans la poursuite des individus suspectés, avec des volets de prévention et suppression du financement de la piraterie.

Lors de la réunion d'aujourd'hui au Conseil, le Vice-Secrétaire général a vigoureusement plaidé pour le renforcement de la sécurité maritime, en rappelant que 20% seulement des navires qui croisent au large de mers à haut risque adoptent les mesures nécessaires. Même si les actes de piraterie ont diminué au cours des 10 premiers mois de cette année, 291 attaques ont été perpétrées contre des navires et 293 marins sont toujours retenus en otage par des pirates.

M. Eliasson a ensuite indiqué que, si les attaques de pirates dans le golfe de Guinée étaient différentes de celles menées au large des côtes somaliennes, la réponse à y apporter pouvait s'inspirer de ce qui a été fait en Somalie. C'est pourquoi, la lutte contre la piraterie exige partout où elle doit être menée une approche multidimensionnelle, a-t-il insisté.

La semaine dernière, le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies pour la drogue et le crime (ONUDD), Yuri Fedotov, a entamé une tournée de dix jours dans le golfe d'Aden et l'Océan indien, où il n'a eu de cesse d'alerter quant à l'impact de la piraterie sur les économies locales.

Le coût global de la piraterie pour les États et les sociétés reste élevé. Elle aurait coûté près de sept milliards de dollars en 2011, en raison notamment de l'augmentation des primes d'assurance, du fait que les navires empruntent des itinéraires plus

longs et à plus grande vitesse afin de décourager les pirates, du recrutement de personnel de sécurité armé, du versement de rançons et de coûts de main d'œuvre accrus. Ce surcoût a été pour 80% à la charge de l'industrie du transport et, pour les 20% restants, à la charge des États.

« La piraterie a un impact négatif colossal sur les économies locales et les moyens de subsistances locaux », a déclaré M. Fedotov. « Aux Seychelles, elle a empêché des bateaux de pêche d'aller en mer ; entre le Kenya et l'Ouganda, elle a contribué à la hausse des coûts logistiques ; et en Somalie, elle détourne une main d'œuvre dont le pays aurait grand besoin: pas moins de 1.200 jeunes Somaliens sont actuellement détenus dans le monde pour s'être livrés à des actes de piraterie. »

Cette mission en Afrique de l'Est s'inscrit dans le cadre de programmes de lutte contre la piraterie financés par l'ONUDC à hauteur de 55 millions de dollars dans cinq pays différents, avec pour objectif de poursuivre en justice les individus suspects de piraterie, conformément aux normes internationales en vigueur.

Sierra Leone : Ban salue la forte participation aux élections, qui se sont déroulées dans le calme



Près de 2,7 millions d'électeurs étaient enregistrés pour prendre part au scrutin du 17 novembre. Photo: PNUD/A.K. Bah

19 novembre - Le Secrétaire général de l'ONU a adressé dimanche ses félicitations au peuple de Sierra Leone pour la tenue pacifique et ordonnée des élections, qui se sont déroulées samedi.

« Le taux élevé de participation, ainsi que le calme dans lequel les citoyens de ce pays ont exprimé leurs suffrages, sont des manifestations claires de leur aspiration à la paix, à la démocratie et au développement », a estimé Ban Ki-moon dans une déclaration transmise par son porte-parole.

Les électeurs de cette nation d'Afrique de l'Ouest se sont rendus en masse ce weekend aux urnes pour voter dans le cadre de quatre élections – présidentielle, parlementaires, locales et municipales –, une étape jugée déterminante pour un pays en phase de consolidation de la paix après une guerre civile qui s'est achevée en 2002.

« En l'attente des résultats définitifs, le Secrétaire général appelle dirigeants politiques, partis et partisans à accepter la volonté du peuple et à placer l'intérêt national au-dessus de toute autre considération afin de ne pas remettre en cause une paix durement gagnée », souligne la déclaration officielle.

Le jazzman panaméen Danilo Pérez nommé Artiste de l'UNESCO pour la paix



Le pianiste et compositeur de jazz panaméen Danilo Pérez. Photo: Raj Naik/Danilo Perez

19 novembre - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, les sciences et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a annoncé lundi la nomination du célèbre pianiste et compositeur de jazz panaméen, Danilo Pérez, en tant qu'Artiste de l'UNESCO pour la paix.

Cet honneur lui sera décerné lors d'une cérémonie, prévue au Siège de l'UNESCO à Paris le 20 novembre, « en reconnaissance de ses efforts pour développer des programmes d'initiation à la musique à destination des enfants en situation d'extrême pauvreté au Panama, notamment dans le cadre de la Fondation Danilo Pérez, et de son engagement en faveur des idéaux et des objectifs de l'Organisation ».

Né au Panama en 1965, Danilo Pérez a influencé la musique contemporaine en élaborant un jazz panaméricain. Il dirige actuellement l'Institut mondial du jazz du Berklee College of Music, à Boston, aux États-Unis, et préside la Fondation Danilo Pérez qui met en place des programmes d'initiation à la musique pour les enfants en situation d'extrême pauvreté au Panama. Danilo Pérez est également directeur artistique du Festival de jazz de Panama.

Danilo Pérez a reçu de nombreuses récompenses pour son travail social au Panama, notamment l'Ordre Vasco Núñez de Balboa et la Clé de la ville de Panama.

Les Artistes de l'UNESCO pour la paix sont des personnalités de renommée internationale qui usent de leur influence, de leur charisme et de leur prestige pour promouvoir le message et les programmes de l'UNESCO. L'Organisation coopère avec eux en vue de renforcer la sensibilisation du public aux enjeux de développement et au rôle joué qu'elle joue dans ces domaines.

Journée mondiale des toilettes : une experte de l'ONU rappelle à redoubler d'efforts pour garantir l'accès universel à l'assainissement



Construction de sanitaires au Cambodge.

19 novembre - À l'occasion de la Journée mondiale des toilettes, observée lundi, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies pour le droit à l'eau et à l'assainissement, Catarina de Albuquerque, a rappelé lundi que la communauté internationale était sur le point d'échouer dans ses efforts pour garantir l'accès universel à l'assainissement pour les populations les plus pauvres du monde, qui fait pourtant partie de l'Objectif du millénaire pour le développement de réduire la pauvreté.

« L'objectif de garantir l'accès à l'assainissement, qui est actuellement celui le plus éloigné de sa réalisation, ne sera manifestement pas atteint à la date-butoir de 2015 », a regretté

Mme de Albuquerque.

« Les populations privées d'accès à un niveau adéquat d'assainissement sont en très grande majorité les plus pauvres, marginalisées et exclues » a-t-elle ajouté dans le message qu'elle a adressé à l'occasion de cette Journée mondiale.

L'experte indépendante a rappelé que 7.500 personnes meurent chaque jour dans le monde du fait du manque d'assainissement, dont 5.000 enfants âgés de moins de cinq ans. En outre, chaque année, les enfants du monde entier manquent 272 millions de journées scolaires à cause de maladies d'origine hydriques ou liées au manque d'assainissement.

Dans son dernier rapport en date à l'Assemblée générale de l'ONU, Mme de Albuquerque demande la formulation d'un calendrier pour le développement pour la période post-2015 avec pour objectif d'éliminer les inégalités et la discrimination dans l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Le calendrier de développement post-2015 devrait inclure un objectif à part entière concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène afin d'assurer un accès universel à ces services et pour que cet objectif soit considéré comme primordial pour le développement économique et social, au même titre que la santé et l'éducation, recommande-t-elle dans son rapport.

« Le manque d'assainissement rend les gens malades et cela les empêche d'accéder à l'école ou au travail. Les personnes qui en sont réduites à faire leurs besoins dans des lieux isolés sont également plus exposées aux violences et ne sont pas capables de rompre le cycle vicieux de la pauvreté et de l'exclusion », a expliqué la Rapporteuse.